Déclaration liminaire UNSA
F3SCT-M du 13 octobre 2026

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres de la Formation spécialisée ministérielle,

À l'heure où cette mandature touche à sa fin, l'UNSA aborde cette séance avec franchise : le sentiment général reste teinté d'inachevé. Certes, des avancées réelles ont vu le jour, en particulier sur la sécurité des agents des DIR, mais chacun mesure que cette mobilisation a d'abord répondu à la gravité de la situation sur le terrain et au lourd tribut payé par nos collègues en intervention. Sur bien d'autres dossiers essentiels, les réflexions s'étirent dans le temps, donnant trop souvent le sentiment d'un déficit d'arbitrage et de volonté politique.

Le dialogue social repose incontestablement sur l'écoute. Sur ce point, nous reconnaissons volontiers la qualité et la disponibilité de vos équipes. Toutefois, le dialogue social ne peut s'arrêter à une écoute bienveillante : il appelle des réponses construites, des engagements précis et une réelle volonté de co-construire.
L'UNSA prend part à chaque instance avec un esprit constructif et des propositions concrètes. Pourtant, nos alertes se heurtent trop souvent à des réponses d'attente : *« nous avons entendu »*, *« nous y reviendrons »*, *« ce n'est pas le moment »*. À l'approche des élections professionnelles, l'inquiétude grandit légitimement quant à la participation des personnels ; une désaffection des urnes serait le signal direct d'une perte de confiance que nous devons collectivement éviter.

Sur le terrain, la tension est tangible et traverse l'ensemble des corps, des agents d'exploitation aux cadres supérieurs. Tous font face à la contraction des délais, à la culture de l'urgence et à la restriction des moyens. Le baromètre social le confirme clairement : la charge et l'intensité du travail

sont aujourd'hui la préoccupation première des agents. Alors que près de 40 % des personnels subissent l'écrêtement de leurs heures de travail et que les situations d'épuisement professionnel se multiplient, la réponse ne peut résider dans de nouvelles réductions d'effectifs ou dans le report indéfini d'une remise à plat des missions. De même, sur le temps de travail, nous réitérons notre demande de bon sens : permettre aux agents de récupérer une journée par mois sur les heures écrêtées plutôt qu'une demi-journée. Enfin, sur le plan salarial, le tassement continu des grilles indiciaires au niveau du SMIC et la suppression de la GIPA appellent un signal fort qui ne peut plus attendre.

Ces constats s'articulent très directement avec les dossiers inscrits à notre ordre du jour :

- **Sur le suivi des accidents graves, mortels et des suicides**, les données présentées rappellent de douloureux drames humains. L'UNSA prend acte des fiches réflexes relatives au risque suicidaire et au deuil. Notre position est nette : l'outillage méthodologique est utile, mais il ne saurait masquer l'impératif d'une prévention primaire agissant sur les causes organisationnelles. Les recommandations issues des enquêtes de terrain doivent être systématiquement intégrées aux DUERP et dotées des moyens nécessaires dans les PAPRIPACT.
- **Concernant la sécurité des agents en intervention**, l'UNSA soutient la formalisation d'un cadre d'expérimentation pour les innovations matérielles (DAST, FLR décalables, atténuateurs de chocs). Notre exigence porte sur la méthode et les délais : ce dispositif ne doit pas devenir un filtre bureaucratique. L'association des agents et des FS locales doit être garantie dès la phase d'opportunité, et la généralisation des équipements validés doit faire l'objet de financements nationaux rapides et sécurisés.
- **Le rapport d'activité 2025 des ISST** dresse un état des lieux exigeant que nous partageons pleinement. Face aux non-conformités récurrentes en matière de sécurité incendie, aux blocages persistants avec les SGCD, aux difficultés d'application du décret fortes chaleurs dans un bâti inadapté, et aux conditions matérielles particulièrement dégradées dans plusieurs territoires ultramarins (CEI de Guyane, Mayotte post-Chido, bâti en Martinique), des réponses budgétaires et organisationnelles ciblées s'imposent sans délai. De plus, l'UNSA soutient expressément la recommandation de l'IGEDD visant à rendre obligatoire la formation des chefs de service et des encadrants aux

règles de la santé et sécurité au travail et au fonctionnement du dialogue social.

- **Enfin, sur le plan de prévention des RPS**, l'UNSA rappelle sa position constante : traiter les situations d'urgence est un devoir (prévention tertiaire), mais la priorité de l'administration doit être de préserver la santé en amont. Cela exige une pause indispensable sur les réorganisations conduites sans accompagnement suffisant, la régulation effective de la charge de travail et la garantie d'une couverture intégrale des services par des chartes des temps respectées.

L'UNSA réaffirme son engagement pour un dialogue social exigeant et responsable. Dès l'ouverture de la future mandature, nous veillerons avec la plus grande fermeté à ce que la santé au travail, les conditions de travail, la charge des personnels et le pouvoir d'achat soient placés au cœur des priorités effectives du ministère.

Nous vous remercions de votre attention.